

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), René Gauvreau, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Chambly pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature   Date 27 juin 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Chambly

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Chambly (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations

Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 23 des états financiers, qui indique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ont été retraitées. Les états financiers de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (avant les ajustements effectués aux fins du retraitement de certaines informations comparatives décrits dans la note 23) ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 26 mai 2021. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 27 juin 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	38 517 959	38 745 229	37 291 674
Compensations tenant lieu de taxes	2	851 899	879 081	1 473 323
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 856 780	5 177 569	5 027 031
Services rendus	5	3 857 352	3 635 397	3 201 491
Imposition de droits	6	3 452 100	5 002 902	4 122 751
Amendes et pénalités	7	1 155 157	1 145 503	1 199 792
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	578 202	592 304	370 205
Autres revenus	10	35 950	169 480	514 897
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	52 305 399	55 347 465	53 201 164
Charges				
Administration générale	14	7 831 950	8 129 992	6 469 242
Sécurité publique	15	8 733 036	8 349 655	8 348 428
Transport	16	10 839 769	10 302 175	9 627 598
Hygiène du milieu	17	10 846 348	10 258 016	8 869 638
Santé et bien-être	18	300 172	374 040	297 368
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 834 213	2 260 843	1 285 312
Loisirs et culture	20	13 213 698	11 413 272	9 748 515
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 483 532	1 359 024	1 357 865
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	55 082 718	52 447 017	46 003 966
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 777 319)	2 900 448	7 197 198
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		153 814 372	146 197 239
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		8 442 140	8 862 075
Solde redressé	28		162 256 512	155 059 314
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		165 156 960	162 256 512

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	30 578 290	28 397 405
Débiteurs (note 5)	2	18 184 749	18 763 470
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	345 972	386 375
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	49 109 011	47 547 250
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	30 000	40 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 876 464	7 005 298
Revenus reportés (note 12)	12	1 489 706	1 717 150
Dette à long terme (note 13)	13	50 512 271	49 359 985
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	227 933	269 498
Autres passifs (note 14)	15		
	16	60 136 374	58 391 931
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 027 363)	(10 844 681)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	168 678 016	166 039 533
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 159 649	6 690 338
Stocks de fournitures	20	291 952	302 745
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	54 706	68 577
	23	176 184 323	173 101 193
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	165 156 960	162 256 512

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
				Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 777 319)	2 900 448	7 197 198
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	21 891 689)(	11 252 759)(	4 723 675)
Produit de cession	3	1 770	124 501	228 094
Amortissement	4	8 721 184	8 458 265	8 513 889
(Gain) perte sur cession	5	(1 770)	80 634	118 805
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 170 505)	(2 589 359)	4 137 113
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(469 311)	
Variation des stocks de fournitures	10		10 793	35 889
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		13 871	(7 312)
	13		(444 647)	28 577
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(49 124)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(15 947 824)	(182 682)	11 362 888
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(19 286 821)	(31 069 644)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		8 442 140	8 862 075
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(10 844 681)	(22 207 569)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(11 027 363)	(10 844 681)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
			Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 900 448	7 197 198
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 458 265	8 513 889
Autres			
▪ (Gain)/perte	3	80 634	118 805
▪ Reclassement	4	(49 124)	
	5	11 390 223	15 829 892
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	578 721	(1 327 617)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(216 309)	(1 588 588)
Revenus reportés	9	(227 444)	1 069 752
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(41 565)	319 571
Propriétés destinées à la revente	11	(469 311)	
Stocks de fournitures	12	10 793	35 889
Autres actifs non financiers	13	13 871	(7 312)
	14	11 038 979	14 331 587
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(10 165 284)	(4 723 675)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	124 501	228 094
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(10 040 783)	(4 495 581)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(59 317)	(62 347)
Remboursement ou cession	21	99 720	96 759
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	40 403	34 412
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	8 002 000	8 045 217
Remboursement de la dette à long terme	26	(6 851 764)	(5 387 273)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(10 000)	30 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	2 050	7 688
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	1 142 286	2 695 632
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	2 180 885	12 566 050
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	28 397 405	15 411 420
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		419 935
Solde redressé	35	28 397 405	15 831 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	30 578 290	28 397 405

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Chambly (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend l'organisme paramunicipal suivant dans la proportion indiquée :

Centre aquatique de Chambly : 100 %

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées:

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent :	11,80 %
Société d'exploitation de la Centrale de Traitement d'Eau Chambly-Marieville-Richelieu (S.E.C.T.- Eau) :	64,65 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 % à 15 %
Améliorations locatives	10 %
Véhicules	4 % à 25 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 33 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 20 %
Oeuvres d'art et trésors historiques	100 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. À titre informatif, puisque l'indexation après la retraite des participants retraités n'a pas été suspendue dans le cadre de la restructuration, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités n'aurait aucun effet sur la valeur des obligations constituées au 31 décembre 2021.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir liés au paragraphe 3250.062 : l'affectation est amortie à compter de l'année suivant sa détermination sur la DMERCA des salariés participants. À compter de 2017, les affectations ne sont pas amorties;
 - pour le passif constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la DMERCA des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.
- Mesures d'allégement fiscal transitoires :
 - Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000 :
 - Intérêts sur la dette à long terme (déduction faite des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

3. Modification de méthodes comptables

Paievements de transfert

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution)
	\$
<u>État consolidé de la situation financière</u>	
Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises	8 442 140 \$
Dette nette	(8 442 140) \$
Excédent (déficit) accumulé	8 442 140 \$
<u>État consolidé des résultats</u>	
Revenus - transferts	(419 935) \$
Excédent de l'exercice	(419 935) \$
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	8 862 075 \$
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	8 442 140 \$
<u>Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes</u>	
Financement à long terme des activités d'investissement	(5 272 352) \$

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 24 097 637	21 897 405
Découvert bancaire	2 (19 347)()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 6 500 000	6 500 000
Autres éléments		
▪	4	
▪	5	
▪	6	
▪	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 30 578 290	28 397 405
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 333 930	9 204 714
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 2 349 000	1 850 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Les placements à court terme portent intérêt à des taux variant de 1,35 % à 1,88 % (1,35 % à 1,88 % en 2020), viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2022 et sont rachetables en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux parcs et terrains de jeux, à la voirie et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 011 067 \$ (1 065 360 \$ en 2020). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 574 556 \$ (342 115 \$ en 2020).

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	2 182 617	2 032 740
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	10 962 454	12 233 041
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 375 954	1 261 488
Organismes municipaux	15	658 667	607 905
Autres			
▪ Mutations et contraventions	16	1 707 458	2 119 946
▪ Autres	17	297 599	508 350
	18	18 184 749	18 763 470
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	9 812 568	8 653 628
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	9 812 568	8 653 628
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	558 446	519 040

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0,65 % à 4,48 % (0,5 % à 4,48 % au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	260 972	301 375
Autres placements	31	85 000	85 000
	32	345 972	386 375
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement représentent une participation dans les:

. *Programme d'assurances de dommages UMQ* pour un montant de 239 863 \$ (288 958 \$ en 2020). Ce dernier permet aux villes de se regrouper pour les contrats d'assurance pour leurs biens et la responsabilité civile.

. *Fonds des municipalités pour la biodiversité* pour un montant de 21 109 \$, (12 417 \$ en 2020).

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(227 933)	(269 498)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(227 933)	(269 498)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 895 980	1 673 417
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	68 056	75 011
	43	1 964 036	1 748 428

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et renouvelable annuellement

Le Centre aquatique de Chambly a transféré à la ville une marge de crédit d'un montant autorisé de 100 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	2 739 900	2 079 212
Salaires et avantages sociaux	48	2 742 831	2 223 401
Dépôts et retenues de garantie	49	1 480 390	864 534
Provision pour contestations d'évaluation	50	166 615	294 571
Autres			
▪ Gouv. du Québec et entreprises	51	200 982	1 337 631
▪ Gouv. du Canada et entreprises	52	918	37
▪ Organismes municipaux	53	93 826	41 618
▪ Intérêts courus sur dettes LT	54	160 222	158 173
▪ Autres crédoeurs et charges	55	290 780	6 121
	56	7 876 464	7 005 298

Note

Les crédoeurs et charges à payer comprennent un montant de 1 475 237 \$ lié aux des immobilisations (387 762 \$ en 2020).

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	151 018	155 298
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	1 268 909	1 322 941
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Autres	69	9 447	175 784
▪ Transferts	70	60 332	63 127
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 489 706	1 717 150

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,15	2022	2026	77	49 895 000	48 665 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	20 864	63 519
Autres	2,15	2,15	2022	2024	84	902 947	940 056
					85	50 818 811	49 668 575
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(306 540)	(308 590)
					87	50 512 271	49 359 985

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		13 831 000	20 582	68 143	13 919 725
2023	89		9 420 000	282	39 177	9 459 459
2024	90		12 264 000		795 627	13 059 627
2025	91		7 986 000			7 986 000
2026	92		6 394 000			6 394 000
2027 et plus	93					
	94		49 895 000	20 864	902 947	50 818 811
Intérêts et frais accessoires	95		()	()	()	()
	96		49 895 000	20 864	902 947	50 818 811

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	23 915 635	1 019 870		24 935 505
Eaux usées	105	58 703 528	1 827 462		60 530 990
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	129 452 906	4 305 226	70 455	133 687 677
Autres					
▪ Autres	107	3 672 942	654 345		4 327 287
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	41 296 682	868 166		42 164 848
Améliorations locatives	111	136 978	1 113		138 091
Véhicules	112	8 042 043	631 277	431 382	8 241 938
Ameublement et équipement de bureau	113	5 753 033	410 432		6 163 465
Machinerie, outillage et équipement divers	114	11 241 501	987 379	45 663	12 183 217
Terrains	115	8 988 217	121 887	(49 124)	9 159 228
Autres	116	39 502			39 502
	117	291 242 967	10 827 157	498 376	301 571 748
Immobilisations en cours	118	1 347 158	425 602		1 772 760
	119	292 590 125	11 252 759	498 376	303 344 508
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	11 556 597	580 533		12 137 130
Eaux usées	121	32 879 588	1 367 622		34 247 210
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	56 888 316	3 665 802		60 554 118
Autres					
▪ Autres	123	1 267 506	185 514		1 453 020
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	8 877 451	1 043 601		9 921 052
Améliorations locatives	127	204 574	860		205 434
Véhicules	128	3 768 581	494 293	296 702	3 966 172
Ameublement et équipement de bureau	129	2 357 310	492 063		2 849 373
Machinerie, outillage et équipement divers	130	8 711 167	627 977	45 663	9 293 481
Autres	131	39 502			39 502
	132	126 550 592	8 458 265	342 365	134 666 492
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	166 039 533			168 678 016
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	404 646		148 718	255 928
Amortissement cumulé	135	(267 755)	()	(16 531)	(251 224)
Valeur comptable nette	136	136 891			4 704

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations sont détenus exclusivement par un organisme contrôlé.

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	2 571 660	2 102 349
Immeubles industriels municipaux	138	4 587 989	4 587 989
Autres	139		
	140	7 159 649	6 690 338
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	7 159 649	6 690 338

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Divers	154	54 706	68 577
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	54 706	68 577

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

La Ville de Chambly s'est engagée à des contrats d'enlèvement des ordures et des matières recyclables, d'assainissement des eaux usées, de services informatiques, de services d'évaluation foncière, de travaux de réfection et d'autres engagements contractuels échéants jusqu'en 2028, à verser une somme de 11 508 729 \$. Pour les cinq prochains exercices, ces contrats totalisent 11 492 324 \$, soit:

2022:	5 230 624 \$
2023:	4 250 384 \$
2024:	922 058 \$
2025:	567 952 \$
2026:	521 306 \$

Les engagements des organismes faisant partie du périmètre comptable représentent, pour la Ville de Chambly, un total de 1 368 300 \$ pour les cinq prochains exercices, soit:

2022:	394 590 \$
2023:	394 590 \$
2024:	579 120 \$
2025:	0 \$
2026:	0 \$

20. Droits contractuels

La Ville détient plusieurs droits contractuels qui découlent de contrats, d'ententes ou d'accords, notamment pour la location de terrains, la location d'espaces publicitaires et la location pour les antennes de télécommunication. Le montant total des droits contractuels est de 2 333 155 \$ jusqu'en 2028 et les versements pour les cinq prochaines années totalisent 2 309 155 \$:

2022:	1 135 480 \$
2023:	1 130 503 \$
2024:	19 172 \$
2025:	12 000 \$
2026:	12 000 \$

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 326 682 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 175 788 \$ en 2022, 163 295 \$ en 2023, 152 946 \$ en 2024, 142 096 \$ en 2025 et 111 961 \$ en 2026.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

Le Centre aquatique de Chambly, organisme à but non lucratif, a géré une piscine intérieure jusqu'au 8 décembre 2021. La Ville portée garante de tout déficit annuel d'opération de ce centre jusqu'à cette date.

Dans son entente avec l'Association de Hockey mineur de Chambly pour l'acquisition d'une franchise de la ligue de Hockey Junior AAA, la Ville s'est portée garante auprès de la *Ligue de hockey junior du Québec* jusqu'à un maximum de 25 000 \$ afin de garantir le paiement des sommes qui seront dues par l'Association de Hockey mineur de Chambly.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-du-Richelieu. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 351 938 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 182 404 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain (exo). Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 507 000 \$ et 2 192 768 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les cadres.

C) Poursuites

Les poursuites concernant les organismes faisant partie du périmètre comptable sont les suivantes :

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ses employés pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

23. Redressement aux exercices antérieurs

Voir Note 3 - Modification de méthodes comptables

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 8 600 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Chiffres comparatifs

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Le principal reclassement effectué, au 31 décembre 2020 et pour l'exercice terminé à cette date, est la diminution de l'excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales d'un montant de 6 690 337 \$ (page S14) et la diminution de l'excédent de fonctionnement non affecté (page S23) du même montant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 23					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	37 291 674	38 517 959	38 745 229			38 745 229
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 473 323	851 899	879 081			879 081
Quotes-parts	3					5 191 338	
Transferts	4	4 246 926	3 392 288	1 456 624		668 441	1 458 401
Services rendus	5	2 763 142	3 308 661	2 911 441		723 956	3 635 397
Imposition de droits	6	4 122 751	3 452 100	5 002 902			5 002 902
Amendes et pénalités	7	560 493	512 000	471 292		674 211	1 145 503
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	342 115	560 000	574 556		17 748	592 304
Autres revenus	10	356 303	30 000	(30 534)		28 223	(2 311)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	51 156 727	50 624 907	50 010 591		7 303 917	51 456 506
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	770 543		3 719 168			3 719 168
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	121 033		171 791			171 791
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20			2 235 346			
	21	891 576		6 126 305			3 890 959
	22	52 048 303	50 624 907	56 136 896		7 303 917	55 347 465
Charges							
Administration générale	23	5 916 777	7 226 633	7 537 220	275 148	317 624	8 129 992
Sécurité publique	24	7 639 325	7 798 379	7 554 568	229 555	4 975 122	8 349 655
Transport	25	6 124 074	7 161 068	6 999 483	3 302 692		10 302 175
Hygiène du milieu	26	6 627 991	8 609 512	7 873 560	2 267 788	898 416	10 258 016
Santé et bien-être	27	297 368	300 172	374 040			374 040
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 268 908	1 816 989	2 232 857	27 986		2 260 843
Loisirs et culture	29	7 371 858	10 283 704	9 056 370	1 999 145	1 024 421	11 413 272
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 279 585	1 368 370	1 253 634		105 390	1 359 024
Effet net des opérations de restructuration	32			23 994		2 211 352	
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	8 162 704	8 570 839	8 102 314	(8 102 314)		
	34	44 688 590	53 135 666	51 008 040		9 532 325	52 447 017
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 359 713	(2 510 759)	5 128 856		(2 228 408)	2 900 448

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020 Administration municipale Redressé note 23	Budget 2021 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2021 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 359 713	(2 510 759)	5 128 856	(2 228 408)	2 900 448
Moins : revenus d'investissement	2	(891 576)	()	(6 126 305)	()	(3 890 959)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 468 137	(2 510 759)	(997 449)	(2 228 408)	(990 511)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	8 162 704	8 570 839	8 102 314	355 951	8 458 265
Produit de cession	5	224 680		120 905	3 596	124 501
(Gain) perte sur cession	6	123 628		84 230	(3 596)	80 634
Réduction de valeur / Reclassement	7				2 235 346	
	8	8 511 012	8 570 839	8 307 449	2 591 297	8 663 400
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			383 576		383 576
	11			383 576		383 576
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	96 759		99 721		99 721
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	96 759		99 721		99 721
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	78 233		74 841		74 841
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 863 381)	(4 361 880)	(3 719 967)	(79 763)	(3 799 730)
	18	(4 785 148)	(4 361 880)	(3 645 126)	(79 763)	(3 724 889)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(765 454)	(1 074 000)	(1 163 171)	(30 910)	(1 194 081)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	321 620	250 800	278 810	207 345	486 155
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 302 824)	(875 000)	(1 913 185)	(75 343)	(1 988 528)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	156 730		157 159	(17 289)	139 870
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 589 928)	(1 698 200)	(2 640 387)	83 803	(2 556 584)
	26	1 232 695	2 510 759	2 505 233	2 595 337	2 865 224
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 700 832		1 507 784	366 929	1 874 713

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	891 576	6 126 305		3 890 959
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	322 273)(	724 869)(	) (	724 869)
Sécurité publique	3 (	102 149)(	1 026 079)(	114 882)(	1 140 961)
Transport	4 (	1 520 514)(	4 272 144)(	) (	4 272 144)
Hygiène du milieu	5 (	944 916)(	3 757 316)(	30 910)(	3 788 226)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	23 921)(	198 290)(	) (	198 290)
Loisirs et culture	8 (	1 683 622)(	3 363 615)(	) (	1 128 269)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	4 597 395)(	13 342 313)(	145 792)(	11 252 759)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	902 011)(	) (	902 011)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	62 347)(	59 317)(	) (	59 317)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 664 632	3 660 157		3 660 157
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	765 454	1 163 171	30 910	1 194 081
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(283 430)			
Excédent de fonctionnement affecté	17		322 811	3 761	326 572
Réserves financières et fonds réservés	18	2 389 142	3 655 962	111 121	3 767 083
	19	2 871 166	5 141 944	145 792	5 287 736
	20	876 056	(5 501 540)		(3 266 194)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 767 632	624 765		624 765

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 23			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	25 878 387	27 958 450	2 533 772	30 578 290
Débiteurs (note 5)	2	18 367 741	17 754 925	545 635	18 184 749
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	386 375	345 972		345 972
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	159 000	227 000		
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	44 791 503	46 286 347	3 079 407	49 109 011
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		30 000		30 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 444 840	7 121 048	871 227	7 876 464
Revenus reportés (note 12)	12	1 582 729	1 489 706		1 489 706
Dette à long terme (note 13)	13	48 367 279	49 626 612	885 659	50 512 271
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			454 933	227 933
Autres passifs (note 14)	15				
	16	56 394 848	58 267 366	2 211 819	60 136 374
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 603 345)	(11 981 019)	867 588	(11 027 363)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	161 207 920	166 291 908	2 386 108	168 678 016
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 690 338	7 159 649		7 159 649
Stocks de fournitures	20	262 417	253 248	38 704	291 952
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	135 389	97 790	42 984	54 706
	23	168 296 064	173 802 595	2 467 796	176 184 323
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	13 193 309	11 950 402	691 847	12 642 249
Excédent de fonctionnement affecté	25	5 099 776	7 304 880	1 212 418	8 517 298
Réserves financières et fonds réservés	26	9 851 226	8 535 826	61 730	8 597 556
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(935 614))	(608 000))	122 908)	(485 092))
Financement des investissements en cours	28	(495 961)	(255 469)		(255 469)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	128 108 755	133 677 937	1 492 297	135 170 234
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	156 692 719	161 821 576	3 335 384	165 156 960
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	14 399 443	14 671 268	19 027 275	16 990 565
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 976 852	3 531 582	4 650 498	3 730 663
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	1 476 591	1 445 339	1 445 339	1 243 694
Autres services	7				
Autres biens et services	8	11 733 982	12 300 273	12 965 280	4 396 423
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 050 257	898 125	923 491	972 286
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	257 113	219 870	219 870	204 644
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	61 000	135 639	215 663	180 935
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	8 535 610	8 490 947	3 299 609	8 202 527
Transferts	15				
Autres	16	45 677	51 687	51 687	38 662
Autres organismes					
Transferts	17			29 045	
Autres	18	317 360			317 361
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	8 570 839	8 102 314	8 458 264	8 513 889
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Subv. et dons à divers org.	21	219 972	973 700	973 700	127 457
▪ Divers	22	2 490 970	187 296	187 296	1 084 860
▪	23				
	24	53 135 666	51 008 040	52 447 017	46 003 966

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 642 249	13 654 882
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 517 298	6 386 647
Réserves financières et fonds réservés	3	8 597 556	9 948 734
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(485 092))	(795 417))
Financement des investissements en cours	5	(255 469)	(495 961)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	135 170 234	131 966 793
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	165 156 960	162 256 512

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	11 950 402	13 193 309
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	691 847	461 573
	11	12 642 249	13 654 882

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Mat. résiduelles/Eau potable	12	2 801 491	2 301 491
▪ Surplus actuariel élus	13	74 703	87 957
▪ Litiges	14	69 482	69 482
▪ Engagements dépenses opération	15	150 100	150 100
▪ Budget participatif et PHAC	16	477 758	487 758
▪ Pôle culturel	17	1 177 580	1 173 731
▪ Dette et Bourse excellence	18	785 539	829 257
▪ Aide COVID	19	568 227	
▪ Équilibre budgétaire 2022	20	1 200 000	
	21	7 304 880	5 099 776
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Organismes contrôlés	22	1 212 418	1 286 871
▪	23		
▪	24		
	25	1 212 418	1 286 871
	26	8 517 298	6 386 647

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Services de voirie	27	3 885 668	3 798 712
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	3 885 668	3 798 712
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 977 335	3 763 960
Organismes contrôlés et partenariats	38	61 730	97 508
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	751 306	48 693
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	1 921 517	2 239 861
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	4 711 888	6 150 022
	48	8 597 556	9 948 734

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	54 521)(	61 484)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)	)
Autres	53 (	(539 613))	(761 287))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)	)
	55 (	(485 092))	(699 803))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)	)
Assainissement des sites contaminés	57 (	)	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)	)
Autres			
▪	59 (	)	)
▪	60 (	)	)
	61 (	(485 092))	(699 803))
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)	)
Autres			
▪	66 (	)	)
▪	67 (	)	)
	68 (	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69 (	)	)
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	171 791)	44 445)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)	)
Autres			
▪	73 (	)	)
▪	74 (	)	)
	75 (	171 791)	44 445)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76	171 791	140 059
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81	171 791	140 059
	82 (	(485 092))	(795 417))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		
Investissements à financer	84 (	255 469)(	495 961)
	85	(255 469)	(495 961)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	168 678 016	166 039 533
Propriétés destinées à la revente	87	7 159 649	6 690 338
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	260 972	301 375
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	176 098 637	173 031 246
Ajustements aux éléments d'actif	92	(123 951)	(123 951)
	93	175 974 686	172 907 295
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	50 512 271)(	49 359 985)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	306 540)(	308 590)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	9 812 568	8 653 628
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	30 000	30 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	171 791	44 445
	99 (	40 804 452)(	40 940 502)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	)
	101 (	40 804 452)(	40 940 502)
	102	135 170 234	131 966 793

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés un régime contributif à prestations déterminées. Le régime est assujéti à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La rente de retraite au titre des services crédités est calculée selon un pourcentage des salaires gagnés durant la carrière des employés. De plus, les employés bénéficient d'une rente de raccordement également fondée sur un pourcentage des salaires gagnés. Cette rente cesse à 65 ans. Une évaluation actuarielle complète du régime a été effectuée en date du 31 décembre 2019.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. À titre informatif, puisque l'indexation après la retraite des participants retraités n'a pas été suspendue dans le cadre de la restructuration, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités n'aurait aucun effet sur la valeur des obligations constituées au 31 décembre 2021.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (269 498)	50 073
Charge de l'exercice	4 (1 895 980)	(1 673 417)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 937 545	1 353 846
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (227 933)	(269 498)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 56 566 964	51 728 962
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (57 257 326)	(52 708 218)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (690 362)	(979 256)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 462 429	709 758
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (227 933)	(269 498)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (227 933)	(269 498)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	56 566 964	51 728 962
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	57 257 326)(	52 708 218)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	690 362)(	979 256)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 251 561	2 600 737
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	18 646	
	20	3 270 207	2 600 737
Cotisations salariales des employés	21 (	1 741 647)(	1 259 667)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	1 528 560	1 341 070
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	245 620	219 838
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(11 093)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 763 087	1 560 908
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 772 532	2 759 586
Rendement espéré des actifs	33 (	2 639 639)(	2 647 077)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	132 893	112 509
Charge de l'exercice	35	1 895 980	1 673 417
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	4 685 177	2 716 467
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	2 639 639)(	2 647 077)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	2 045 538	69 390
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 032 742)	(264 690)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 526 307	1 804 447
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	58 714 288	53 541 216
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	1 237 311	1 219 722
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 136 762	1 011 962
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	4,94 %	4,91 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	4,91 %	5,33 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	16 262	18 277
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	54 802	61 597
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	13 254	13 414
	123	68 056	75 011
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	28 701 069	28 745 051	28 245 405
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 594 000	1 600 587	1 577 084
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	30 295 069	30 345 638	29 822 489
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 918 139	1 992 867	1 755 240
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	110 000	144 460	157 880
Matières résiduelles	15	3 745 990	3 752 468	3 009 558
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	130 000	126 466	122 635
Service de la dette	20	2 318 761	2 383 330	2 423 872
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	8 222 890	8 399 591	7 469 185
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	8 222 890	8 399 591	7 469 185
	29	38 517 959	38 745 229	37 291 674

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	156	2 893	2 893
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	156	2 893	2 893
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	280 628	286 127	286 127
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	365 471	372 748	372 748
	38	646 099	658 875	658 875
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	646 255	661 768	661 768
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	200 366	210 148	210 148
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	5 278	7 165	7 165
Taxes d'affaires	46			
	47	205 644	217 313	217 313
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
	51			
Autres	52			
	53			
	54	851 899	879 081	879 081
				1 473 323

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	162 957	5 184	10 195
Enlèvement de la neige	61	10 384	11 410	14 603
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		1 777	9 311
Réseau de distribution de l'eau potable	71	139 532	88 387	46 843
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	139 532	88 387	46 843
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	300 000	223 862	298 583
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	108 506	4 927	4 927
Promotion et développement économique	87			7 025
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	69 527	20 103	20 103
Activités culturelles				31 377
Bibliothèques	90	108 399	80 799	80 799
Autres	91	36 207	84 664	84 664
Réseau d'électricité	92			
	93	1 075 044	607 723	609 500
				769 262

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94	75 987	75 987	34 789
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	1 730 795	1 730 795	
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			185 120
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	531 910	531 910	
Traitement des eaux usées	111			121 244
Réseaux d'égout	112	1 226 646	1 226 646	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117	82 542	82 542	
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	71 288	71 288	429 390
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	3 719 168	3 719 168	770 543

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 133				
Péréquation 134				
Neutralité 135				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 136				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 137	350 000	523 811	523 811	496 954
Fonds de développement des territoires 138				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 139				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 140				
Dotation spéciale de fonctionnement 141	247 551	247 551	247 551	257 017
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 142				
Autres 143	1 719 693	77 539	77 539	2 733 255
144	2 317 244	848 901	848 901	3 487 226
TOTAL DES TRANSFERTS 145	3 392 288	5 175 792	5 177 569	5 027 031

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146	545 000	670 524	660 607
Évaluation	147			
Autres	148			
	149	545 000	670 524	660 607
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	1 079 235	1 077 085	1 042 433
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	1 079 235	1 077 085	1 042 433
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	15 000	16 242	15 180
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	160 000	198 518	160 507
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	175 000	214 760	175 687

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182		441 818	158 328
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185		441 818	158 328
Réseau d'électricité	186			
	187	1 799 235	1 962 369	2 404 187
			2 404 187	2 037 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	79 339	150 460	150 460
	191	79 339	150 460	150 460
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	35 000	32 302	302 365
	196	35 000	32 302	302 365
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	25 019	77 097	77 097
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	25 019	77 097	77 097
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	25 000	42 073	54 148
	216	25 000	42 073	54 148

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	51 500	37 625	24 000
	225	51 500	37 625	24 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	1 293 568	609 515	667 630
	229	1 293 568	609 515	667 630
Réseau d'électricité	230			
	231	1 509 426	949 072	1 231 210
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 308 661	2 911 441	3 201 491

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	233	152 100	129 075	129 075	81 203
Droits de mutation immobilière	234	3 300 000	4 873 827	4 873 827	4 041 548
Droits sur les carrières et sablières	235				
Autres	236				
	237	3 452 100	5 002 902	5 002 902	4 122 751
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	512 000	471 292	1 145 503	1 199 792
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	560 000	574 556	592 304	370 205
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(84 230)	(80 634)	(118 805)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244				
Contributions des promoteurs	245				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246				
Contributions des organismes municipaux	247				
Autres contributions	248		24 220	24 220	121 033
Redevances réglementaires	249				
Autres	250	30 000	201 267	225 894	512 669
	251	30 000	141 257	169 480	514 897
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252		2 235 346		

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	893 757	889 919	16 034	905 953	919 775	708 227
Greffé et application de la loi	2	2 025 790	1 996 123	37 897	2 034 020	2 086 496	1 411 042
Gestion financière et administrative	3	2 932 598	3 232 402	89 135	3 321 537	3 492 817	2 978 285
Évaluation	4	204 738	205 000	6 330	211 330	211 330	211 474
Gestion du personnel	5	1 127 922	1 160 986		1 160 986	1 241 032	946 279
Autres							
▪ Autres	6	41 828	52 790	125 752	178 542	178 542	213 935
▪	7						
	8	7 226 633	7 537 220	275 148	7 812 368	8 129 992	6 469 242
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 125 518	5 121 984	8 709	5 130 693	5 696 225	5 572 653
Sécurité incendie	10	2 184 945	1 948 076	220 511	2 168 587	2 168 587	2 165 000
Sécurité civile	11	130 647	107 673	335	108 008	108 008	226 204
Autres	12	357 269	376 835		376 835	376 835	384 571
	13	7 798 379	7 554 568	229 555	7 784 123	8 349 655	8 348 428
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 843 921	3 529 970	2 813 611	6 343 581	6 343 581	5 967 486
Enlèvement de la neige	15	2 138 708	1 393 529	85 064	1 478 593	1 478 593	1 542 412
Éclairage des rues	16	291 000	253 099	193 455	446 554	446 554	432 640
Circulation et stationnement	17	362 782	377 204	90 491	467 695	467 695	319 498
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 498 435	1 445 681		1 445 681	1 445 681	1 245 465
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	26 222		120 071	120 071	120 071	120 097
	22	7 161 068	6 999 483	3 302 692	10 302 175	10 302 175	9 627 598

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
l'eau potable	23	1 045 166	1 014 821		1 014 821	1 131 489	984 456
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 058 525	597 154	523 344	1 120 498	1 120 498	1 014 076
Traitement des eaux usées	25	1 349 122	1 563 696	836 370	2 400 066	2 400 066	1 914 674
Réseaux d'égout	26	761 266	607 794	733 399	1 341 193	1 341 193	1 342 398
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	789 480	777 916		777 916	777 916	626 732
Élimination	28	665 948	529 314		529 314	529 314	577 743
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	594 908	573 619	59 468	633 087	633 087	627 475
Tri et conditionnement	30	236 222	189 323		189 323	189 323	184 755
Matières organiques							
Collecte et transport	31	802 898	679 268	115 207	794 475	794 475	602 948
Traitement	32	888 292	1 024 267		1 024 267	1 024 267	783 245
Matériaux secs	33	339 406	235 125		235 125	235 125	123 165
Autres	34	58 856	61 227		61 227	61 227	47 065
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						21 664
Protection de l'environnement	38	19 423	20 036		20 036	20 036	19 242
Autres	39						
	40	8 609 512	7 873 560	2 267 788	10 141 348	10 258 016	8 869 638
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	300 172	374 040		374 040	374 040	297 368
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	300 172	374 040		374 040	374 040	297 368

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations 2021	Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 517 062	1 518 083	21 376	1 539 459	1 539 459	1 144 796
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	100 000		6 610	6 610	6 610	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	172 361	256 518		256 518	256 518	92 202
Tourisme	49	27 566	18 650		18 650	18 650	48 314
Autres	50						
Autres	51		439 606		439 606	439 606	
	52	1 816 989	2 232 857	27 986	2 260 843	2 260 843	1 285 312
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	600 647	351 434	674 984	1 026 418	1 026 418	1 069 522
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 333 980	1 051 406	223 591	1 274 997	1 274 997	1 211 995
Piscines, plages et ports de plaisance	55	969 128	1 012 092	9 034	1 021 126	1 378 883	978 763
Parcs et terrains de jeux	56	3 751 740	3 540 993	762 064	4 303 057	4 303 057	3 815 993
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	6 655 495	5 955 925	1 669 673	7 625 598	7 983 355	7 076 273
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	674 308	721 797	14 935	736 732	736 732	290 326
Bibliothèques	62	1 903 829	1 693 964	314 537	2 008 501	2 008 501	1 753 051
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	1 050 072	684 684		684 684	684 684	628 865
	66	3 628 209	3 100 445	329 472	3 429 917	3 429 917	2 672 242
	67	10 283 704	9 056 370	1 999 145	11 055 515	11 413 272	9 748 515

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 188 405	1 013 116		1 013 116	1 035 764	1 073 003
Autres frais	70	118 965	104 879		104 879	107 597	103 927
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		53 000		53 000	132 893	112 509
Autres	72	61 000	82 639		82 639	82 770	68 426
	73	1 368 370	1 253 634		1 253 634	1 359 024	1 357 865
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		23 994		23 994		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	8 570 839	8 102 314 (	8 102 314)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 168 430	1 168 430	361 640
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	165 255	165 255	262 469
Conduites d'égout	4	2 026 678	2 026 678	207 802
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 557 607	3 557 607	867 249
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	489 366	489 366	1 060 003
Autres infrastructures	11	224 944	224 944	154 251
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 070 615	1 070 615	126 286
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 013 504	291 263	101 574
Améliorations locatives	15		1 113	3 270
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	556 847	631 277	566 248
Ameublement et équipement de bureau	18	391 447	421 892	283 911
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 440 933	1 082 575	308 316
Terrains	20	236 687	120 187	420 656
Autres	21		1 557	
	22	13 342 313	11 252 759	4 723 675

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	1 168 430	1 168 430	361 640
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	165 255	165 255	262 469
Conduites d'égout	26	2 026 678	2 026 678	197 344
Autres infrastructures	27	4 271 917	4 271 917	1 468 928
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			10 458
Autres infrastructures	32			612 575
Autres immobilisations corporelles	33	5 710 033	3 620 479	1 810 261
	34	13 342 313	11 252 759	4 723 675

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 288 554	384 269		2 672 823
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	23 690 590	2 167 293	3 561 172	22 296 711
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 035 803	3 567 414	2 566 508	16 036 709
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	41 014 947	6 118 976	6 127 680	41 006 243
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 653 628	1 883 024	724 084	9 812 568
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	8 653 628	1 883 024	724 084	9 812 568
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	8 653 628	1 883 024	724 084	9 812 568
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	8 653 628	1 883 024	724 084	9 812 568
	18	49 668 575	8 002 000	6 851 764	50 818 811
Dette en cours de refinancement	19 (				)
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	49 668 575	8 002 000	6 851 764	50 818 811

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	49 925 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	255 469
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 672 823
Débiteurs	9	9 812 568
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	37 695 078
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	894 519
Endettement net à long terme	16	38 589 597
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 351 938
Communauté métropolitaine	18	182 404
Autres organismes	19	2 699 768
Endettement total net à long terme	20	42 823 707
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	42 823 707
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	85 240	67 056	67 056	84 444
Sécurité publique					
Police	4	4 995 518	4 995 518	820 259	4 949 763
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 476 591	1 445 339	1 445 339	1 243 694
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 014 821	1 014 821	(1 258)	970 963
Matières résiduelles	12	18 940	18 735	18 735	17 485
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	20 823	17 711	17 711	19 242
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	300 172	274 265	274 265	297 368
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	451 298	444 787	444 787	379 361
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	59 861	114 498	114 498	128 910
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	112 346	98 217	98 217	111 297
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	8 535 610	8 490 947	3 299 609	8 202 527

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	13 342 313	4 597 395
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	13 342 313	4 597 395

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	51,20	35,00	93 902,00	5 242 165	1 450 739	6 692 904
Professionnels	2						
Cols blancs	3	68,61	33,00	122 829,00	4 207 974	957 391	5 165 365
Cols bleus	4	71,40	36,50	138 808,00	3 541 518	821 888	4 363 406
Policiers	5						
Pompiers	6	8,14	40,00	16 940,00	987 509	189 755	1 177 264
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	199,35		372 479,00	13 979 166	3 419 773	17 398 939
Élus	9	9,00			692 102	111 809	803 911
	10	208,35			14 671 268	3 531 582	18 202 850

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	88 387	285 425	246 485		620 297
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	88 387	719 607	507 039		1 315 033
Autres	16	1 279 850	1 063 826	896 786		3 240 462
	17	1 456 624	2 068 858	1 650 310		5 175 792

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	28 392	28 979
	4	28 392	28 979
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	25 480	26 007
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	25 480	26 007
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	684 083	698 244
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	684 083	698 244
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	27 315	27 880
Réseau de distribution de l'eau potable	17	65 232	66 582
Traitement des eaux usées	18	91 365	93 256
Réseaux d'égout	19	134 806	137 596
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	7 326	7 478
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	326 044	332 792
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	119 909	122 392
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	119 909	122 392
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	69 726	71 171
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	69 726	71 171
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 253 634	1 279 585

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alexandra Labbé	Maire	76 644	17 401	13 535	
Justin Carey	Conseiller	3 446	1 723		
Colette Dubois	Conseiller	3 446	1 723		
Anny Legendre	Conseiller	3 446	1 723		
Luc Ricard	Conseiller	26 393	13 196		
Serge Savoie	Conseiller	3 446	1 723		
Carl Talbot	Conseiller	26 832	13 196		
Jean-Philippe Thibault	Conseiller	3 446	1 723		
Julie Daigneault	Conseiller	28 986	11 473		
Marie-Lise Desrosiers	Conseiller	25 543	11 473		
Serge Gélinas	Conseiller	36 121	11 473		
Mario Lambert	Maire suppléant	27 330	11 473		
Jean Roy	Conseiller	40 495	11 473		
Richard Tetreault	Conseiller	42 901	11 473		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 8 600 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ 3 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☐ 6 ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 ☒ 19 ☐

20 117 759 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 ☒ 22 ☐

23 574 456 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 ☐ 25 ☒

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 ☐ 28 ☒

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

30 ☐ 31 ☒

32 ☐ 33 ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 ☐ 35 ☒

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 ☐ 38 ☒

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☐ 41 ☒

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60

b) Date d'adoption de la résolution

61

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre</i>? Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement : a) Numéro de la résolution b) Date d'adoption de la résolution	62	☒ X	63	
	64			2012-08-587
	65			2012-08-07
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens <i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i> a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) <i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i> c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10) g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?				
	66			
	67			
	68			1
	69			1
	70			1
	71			
	72			
	73			923
	74			
	75			
	76		☐	77
			☒ X	
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres Ministère des Transports Ministère de la Culture et des Communications Autres ministères/organismes				
	78			6 650 000 \$
	79			4 058 \$
	80			\$
	81			2 369 432 \$
	82			1 858 495 \$
	83			10 881 985 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Chambly

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Chambly (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 27 juin 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	38 745 229
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 609 060
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	126 466
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	35 009 703

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 984 961 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	3 988 899 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	3 986 930 250

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8781/ 100 \$
--	----	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☒ 4 ☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-07-05

Nom du signataire : Nancy Poirier

Date de transmission au Ministère : _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	51 156 727	50 624 907	50 010 591	7 303 917	51 456 506
Investissement	2	891 576		6 126 305		3 890 959
	3	52 048 303	50 624 907	56 136 896	7 303 917	55 347 465
Charges	4	44 688 590	53 135 666	51 008 040	9 532 325	52 447 017
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 359 713	(2 510 759)	5 128 856	(2 228 408)	2 900 448
Moins : revenus d'investissement	6 (	891 576)(	) (	6 126 305)(	) (	3 890 959)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	6 468 137	(2 510 759)	(997 449)	(2 228 408)	(990 511)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	8 162 704	8 570 839	8 102 314	355 951	8 458 265
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	78 233		74 841		74 841
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 863 381)(	4 361 880)(	3 719 967)(	79 763)(	3 799 730)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	765 454)(	1 074 000)(	1 163 171)(	30 910)(	1 194 081)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 824 474)	(624 200)	(1 477 216)	114 713	(1 362 503)
Autres éléments de conciliation	13	445 067		688 432	2 235 346	688 432
	14	1 232 695	2 510 759	2 505 233	2 595 337	2 865 224
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	7 700 832		1 507 784	366 929	1 874 713

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	25 878 387	27 958 450	30 578 290
Débiteurs	2	18 367 741	17 754 925	18 184 749
Placements de portefeuille	3	386 375	345 972	345 972
Autres	4	159 000	227 000	386 375
	5	44 791 503	46 286 347	49 109 011
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	48 367 279	49 626 612	50 512 271
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			227 933
Autres	9	8 027 569	8 640 754	9 396 170
	10	56 394 848	58 267 366	60 136 374
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(11 603 345)	(11 981 019)	(11 027 363)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	161 207 920	166 291 908	168 678 016
Autres	13	7 088 144	7 510 687	7 506 307
	14	168 296 064	173 802 595	176 184 323
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	13 193 309	11 950 402	12 642 249
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 099 776	7 304 880	8 517 298
Réserves financières et fonds réservés	17	9 851 226	8 535 826	8 597 556
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(935 614)) (	(608 000)) (	(485 092)) (
Financement des investissements en cours	19	(495 961)	(255 469)	(255 469)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	128 108 755	133 677 937	135 170 234
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	156 692 719	161 821 576	165 156 960
				162 256 512

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Mat. résiduelles/Eau potable	23	2 801 491	2 301 491
▪ Surplus actuariel élus	24	74 703	87 957
▪ Litiges	25	69 482	69 482
▪ Engagements dépenses opération	26	150 100	150 100
▪ Budget participatif et PHAC	27	477 758	487 758
▪ Pôle culturel	28	1 177 580	1 173 731
▪ Dette et Bourse excellence	29	785 539	829 257
▪ Aide COVID	30	568 227	
▪ Équilibre budgétaire 2022	31	1 200 000	
	32	7 304 880	5 099 776
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 212 418	1 286 871
	34	8 517 298	6 386 647
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	8 535 826	9 851 226
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	61 730	97 508
	37	17 114 854	16 335 381

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	37 695 078
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	42 823 707
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 672 823	2 288 554
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	16 036 709	15 035 803
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	22 296 711	23 690 590
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	9 812 568	8 653 628
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	50 818 811	49 668 575

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	37 291 674	38 517 959	38 745 229	38 745 229
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 473 323	851 899	879 081	879 081
Quotes-parts	13				
Transferts	14	4 246 926	3 392 288	1 456 624	1 458 401
Services rendus	15	2 763 142	3 308 661	2 911 441	3 635 397
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	4 683 244	3 964 100	5 474 194	6 148 405
Autres	17	698 418	590 000	544 022	589 993
	18	51 156 727	50 624 907	50 010 591	51 456 506
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	770 543		3 719 168	3 719 168
Autres	22	121 033		2 407 137	171 791
	23	891 576		6 126 305	3 890 959
	24	52 048 303	50 624 907	56 136 896	55 347 465

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	7 226 633	7 537 220	275 148	7 812 368	8 129 992	6 469 242
Sécurité publique							
Police	2	5 125 518	5 121 984	8 709	5 130 693	5 696 225	5 572 653
Sécurité incendie	3	2 184 945	1 948 076	220 511	2 168 587	2 168 587	2 165 000
Autres	4	487 916	484 508	335	484 843	484 843	610 775
Transport							
Réseau routier	5	5 636 411	5 553 802	3 182 621	8 736 423	8 736 423	8 262 036
Transport collectif	6	1 498 435	1 445 681		1 445 681	1 445 681	1 245 465
Autres	7	26 222		120 071	120 071	120 071	120 097
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 214 079	3 783 465	2 093 113	5 876 578	5 993 246	5 255 604
Matières résiduelles	9	4 376 010	4 070 059	174 675	4 244 734	4 244 734	3 573 128
Autres	10	19 423	20 036		20 036	20 036	40 906
Santé et bien-être	11	300 172	374 040		374 040	374 040	297 368
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 517 062	1 518 083	21 376	1 539 459	1 539 459	1 144 796
Promotion et développement économique	13	199 927	275 168		275 168	275 168	140 516
Autres	14	100 000	439 606	6 610	446 216	446 216	
Loisirs et culture	15	10 283 704	9 056 370	1 999 145	11 055 515	11 413 272	9 748 515
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 368 370	1 253 634		1 253 634	1 359 024	1 357 865
Effet net des opérations de restructuration	18		23 994		23 994		
	19	44 564 827	42 905 726	8 102 314	51 008 040	52 447 017	46 003 966
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 570 839	8 102 314 (	8 102 314)			
	21	53 135 666	51 008 040		51 008 040	52 447 017	46 003 966

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	891 576	6 126 305		3 890 959
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 597 395)(	13 342 313)(	145 792)(	11 252 759)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	62 347)(	961 328)(	) (	961 328)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 664 632	3 660 157		3 660 157
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	765 454	1 163 171	30 910	1 194 081
Excédent accumulé	6	2 105 712	3 978 773	114 882	4 093 655
	7	876 056	(5 501 540)		(3 266 194)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 767 632	624 765		624 765

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14